

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT, EN PROCEDURE
D'URGENCE N°000004/AONR/MINDCAF/CIPM/CCCM-SPI/2026 du 20 JUIL 2026
POUR LES PRESTATIONS DE SECURISATION PHYSIQUE DES SITES DANS
LES DEPARTEMENTS DU MBERE ET DU DJEREM DANS LE CADRE DU
PLAN INTEGRE D'IMPORT SUBSTITUTION AGRICOLE ET HALIEUTIQUE
(PIISAH) EN QUATRE (02) LOTS.**

Financement : BIP MINDCAF

Exercice : 2026

Imputation : 60 37 380 1 33000004 0411 522119

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le Ministre des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières lance en procédure d'urgence un Appel d'Offres National Restreint, pour le recrutement d'un cabinet chargé des prestations de sécurisation physique des sites dans les Départements du Djérem et du Mberé dans le cadre du Plan Intégré d'Import Substitution Agricole et Halieutique (PIISAH) en deux (02) lots.

2. Consistance des prestations

Conformément aux objectifs susvisés, la réalisation des enquêtes foncières et environnementales ainsi que la sécurisation de la parcelle se fera à travers les principales activités réparties en trois (03) missions pour chaque Lot, articulées comme suit :

-
- Mission 1 : Etablissement du rapport de mise en œuvre ;
- Mission 2 : Etablissement d'un rapport des travaux exécutés ;
- Mission 3 : Production du rapport final avec les documents graphiques.

3. Allotissement

Les prestations objet du présent Appel Offres sont subdivisées en deux (02) Lots comme suit :

Pour le lot 1 :

PRESTATIONS DE SECURISATION PHYSIQUE DES SITES DU DEPARTEMENT DU MBERE OBJET DES TITRES FONCIERS 1085/MBERE ET DE L'EMPRISE DU VILLAGE WAAH.			
N°	DESIGNATION DES OUVRAGES	UNITE	Qté
0	TRAVAUX PREPARATOIRES		
0.1	Recherche, collecte et analyse des documents	Site	2
0.2	Mission de reconnaissance	Site	2
0.3	Prise en charge du fonctionnement des Missions d'information et de sensibilisation des communautés locales	Site	2
SOUS TOTAL 0			

I	TRAVAUX DE TERRAIN		
1.1	Fabrication des poteaux de sécurisation physique de TF 1085/Mbéré y compris coffrage et toute sujétion.	Poteau	1917
1.2	Implantation des poteaux de sécurisation physique des TF 1085/Mbéré y compris coffrage et toute sujétion.	Poteau	1917
1.3	Layonnage sur le périmètre du TF 1085/Mbéré	hm	1898
1.4	Fabrication des poteaux de sécurisation physique de l'emprise du village de Waah y compris coffrage et toute sujétion.	Poteau	300
1.5	Implantation des poteaux de sécurisation physique de l'emprise du village de Waah y compris coffrage et toute sujétion.	Poteau	300
1.6	Recherche, Reconstitution des limites du village Waah	Borne	4
1.7	Layonnage sur le périmètre du village Waah	hm	430
1.8	Panneau de signalisation du village Waah	Panneau	2
SOUS-TOTAL 1			
II	TRAVAUX DE BUREAU		
2.1	Calculs des coordonnées des poteaux de sécurisation des titres fonciers 1085/Mbéré et du village Waah	Poteau	2217
2.2	Confection des rapports	Rapport	3
2.3	Confection des cartes	Carte	2
2.4	Sauvegarde, duplication et reproduction des documents finaux	Document	10
SOUS TOTAL II			

Pour le lot 2 :

PRESTATIONS DE SECURISATION PHYSIQUE DES SITES DU DEPARTEMENT DU DJEREM OBJET DU TITRE FONCIER 515/DJEREM.			
N°	DESIGNATION DES OUVRAGES	UNITE	Qté
0	TRAVAUX PREPARATOIRES		
0.1	Recherche, collecte et analyse des documents	Site	1

0.2	Mission de reconnaissance	Site	1
0.3	Prise en charge du fonctionnement des Missions d'information et de sensibilisation des communautés locales	Site	1
SOUS TOTAL 0			
I	TRAVAUX DE TERRAIN		
1.1	Fabrication des poteaux de sécurisation physique des TF 515/Djerem y compris coffrage et toute sujétion.	poteau	1465
1.2	Implantation des poteaux de sécurisation physique des TF 515/Djerem y compris coffrage et toute sujétion.	poteau	1465
1.3	Layonnage sur le périmètre du TF 515/Djerem	hm	1465
SOUS-TOTAL 1			
II	TRAVAUX DE BUREAU		
2.1	Calculs des coordonnées des poteaux de sécurisation du titre foncier 515/Djerem et des coordonnées des poteaux de sécurisation des titres fonciers 1085/Mbére et du village Waah	Poteau	1459
2.2	Confection des rapports	Rapport	3
2.3	Confection des cartes	Carte	2
2.4	Sauvegarde, duplication et reproduction des documents finaux	Document	10
SOUS TOTAL II			

Le Consultant joindra au rapport à l'issue de la mission 3, un résumé exécutif de ladite mission.

1. Mission 1 : Etablissement du rapport de mise en œuvre

Portant essentiellement sur la méthodologie de l'étude, cette mission permet au Prestataire de s'assurer que la compréhension de la problématique des prestations est bien partagée et de s'accorder sur tout le processus de conduite du projet.

Le Consultant produira un rapport qui devra ressortir les éléments ci-après

- compréhension /appréciation du périmètre d'étude (carte du périmètre à une échelle comprise entre 1/5000 et 1/400000) montrant la zone du projet ;
- méthodologie proposée pour la conduite du projet (avec des améliorations éventuellement) ;
- programme détaillé des activités à mener (sous forme d'ébauche de plan de travail) ;
- personnel et définition des tâches de chacun ;

- logistique à mettre en œuvre pour le bon déroulement de l'étude ;
- calendrier prévisionnel de réalisation de l'étude et de mobilisation du personnel-clé sur le terrain ;
- annexes diverses (fiches individuelles d'enquêtes, listes des personnes ressources à contacter, liste des documents à exploiter, bibliographie...).

2. Mission 2 : Etablissement d'un rapport des travaux exécutés

En se basant sur le rapport de mise en œuvre ce rapport portera sur :

- La description des travaux de reconstitution des limites ;
- La description des travaux de sécurisation physique.

3. Mission 3 : Production du rapport final

A partir des travaux exécutés par le Prestataire, il sera établi la carte foncière des sites abritant les réserves foncières comportant :

- un rapport justificatif établissant l'ensemble des travaux exécutés ;

Des documents graphiques élaborés à une échelle comprise entre 1/5000^e et 1/10000^e ou à toute autre échelle à arrêter avec l'administration.

4. Délais prévisionnels et lieu de livraison

La durée de la mission est de cinq (05) mois pour chaque lot, courant à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Les lieux de livraisons sont les Départements du DJEREM et du MBERE.

5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération est de FCFA trois cent quarante-et-un millions huit cent quarante-six mille quatre cent vingt-cinq (341 846 425) repartit comme suite :

- ✓ Pour le Lot 1, un montant de FCFA deux cent six millions neuf mille cent quarante-et-un (206 009 141) ;
- Pour le lot 2, un montant de FCFA. cent trente-cinq millions huit cent trente-sept mille deux cent quatre-vingt-quatre (135 837 284).

6. Participation et origine

La présente lettre d'invitation est adressée aux candidats inscrits sur les listes restreintes ci-après :

- Pour les Lots 1

N°	Noms des entreprises pré-qualifiées	Adresses
1.	CAGEO CBTP	BP : 34 548 Yaoundé, Tel : 242 71 67 30 ;
2.	POLYGONE SARL	BP : 33 872 Yaoundé, Tel : 696 564 095 ;
3.	A.T.E.C.S	BP : 34 807 Yaoundé, Tel : 672 289 728 ;
4.	GLONAS LTD	BP : 6036 Yaoundé, Tél : 693 27 21 93.

➤ Pour les Lots 2

N°	Noms des entreprises pré-qualifiées	Adresses
1.	POLYGONE SARL	BP : 33 872 Yaoundé, Tel : 696 564 095 ;
2.	ENGINEERING PROVIDER	BP : 34743 Yaoundé, Tél : (237) 677 12 73 27 ;
3.	A.T.E.C.S	BP : 34 807 Yaoundé, Tel : 672 289 728.

7. Financement

Les prestations objet du présente Dossier d'Appel d'Offres sont financées par le Budget d'Investissement Public du MINDCAF - Exercice 2026, Imputation : 60 37 380 1 33000004 0411 522119.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est la *soumission en ligne*.

9. Caution de soumission

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque ou un organisme financier agréés par le Ministère des Finances et dont la liste figure dans la pièce 13 du Dossier d'Appel d'Offres. Elle est valable jusqu'à trente (30) jours après la date initiale de validité des offres d'un montant de :

- *FCFA deux millions soixante mille cent (2 060 100) pour le Lot 1 ;*
- *FCFA un million trois cent cinquante-huit mille quatre cent (1 358 400) pour le Lot 2 ;*

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables à la porte N°232 sise au 2^{ème} étage de l'Immeuble Ministériel N°2 à Yaoundé, dès publication du présent avis et la version électronique sur la plateforme • COLEPS disponible aux adresses <http://www.marchepublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, dès publication du présent avis.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu à la porte N°232 sise au 2^{ème} étage de l'Immeuble Ministériel N°2 à Yaoundé, dès publication du présent avis, sur présentation de la quittance de versement d'une somme non remboursable FCFA cent cinquante mille (150 000), payée au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais dont l'original marqués comme tels, plus une offre financière témoin destinée à l'ARMP, devra parvenir en ligne sur la plateforme COLEPS, au plus tard le **3 AOÛT 2026** à 12 heures. Des copies de sauvegardes des offres enregistrées sur clé USB ou CD/DVD devra être remise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », dans les délais impartis, en plus de la mention ci-dessous :

**« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT EN PROCEDURE D'URGENCE
N°000004/AONR/MINDCAF/CIPM/CCCM-SPI/2026 dt 03 AOÛT 2026 POUR LES
PRESTATIONS DE SECURISATION PHYSIQUE DES SITES DANS LES
DEPARTEMENTS DU MBERE ET DU DJEREM DANS LE CADRE DU PLAN INTEGRE
D'IMPORT SUBSTITUTION AGRICOLE ET HALIEUTIQUE (PIISAH) EN DEUX (02)
LOTS.**

A l'attention de Monsieur le Ministre des Domaines du Cadastre et des Affaires Foncières

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement

N.B : Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des offres

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage:

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Il y a lieu de relever qu'en plus du nombre d'exemplaires de l'offre financière requis, le soumissionnaire est tenu de présenter un exemplaire de cette offre financière, dans une enveloppe scellée pour servir d'offre témoin marquée comme telle, et destinée à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette offre témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission de Passation des Marchés.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis sera effectuée en deux temps.

i) L'ouverture des offres administratives et des offres techniques aura lieu le **13 AOÛT 2026** à 13 heures, heure locale par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès du MINDCAF, dans la salle de conférence sise au 2^{ème} étage de l'Immeuble Ministériel N°2 à Yaoundé, porte N°235.

Chaque soumissionnaire peut assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de son choix ayant une connaissance parfaite des offres.

ii) l'ouverture des offres financières des soumissionnaires retenus à l'issue de l'évaluation des offres techniques sera effectuée dès approbation du rapport d'évaluation technique

15. Critères d'évaluation (pour chaque Lot)

15.1 Critères éliminatoires

- pièces falsifiées ou fausses déclarations ;
- absence de la caution de la soumission, timbrée, accompagné du récépissé de la CDEC ou non-conformité de celle-ci à l'ouverture des plis ;
- absence ou non-conformité d'une pièce administrative après épuisement du délai réglementaire de 48 heures après l'ouverture des offres ;
- absence de la déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire certifie n'avoir pas abandonné de marché au cours des trois (03) années (2023, 2024, 2025) et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes ;
- note technique inférieure à 80 sur 100 des points ;

- absence d'une capacité financière d'au moins 65 millions de francs CFA pour le lot 1 et 45 millions de francs CFA pour le lot 2 ;
- absence d'un prix unitaire quantifié dans le BPU;
- absence d'une offre financière témoin destiné à l'ARMP ;
- présence d'une information financière dans l'offre technique ou administrative ;
- absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- non-conformité du mode de soumission ;
- non-respect du format de fichiers des offres (soumission en ligne) ;
- absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS.

15.2. Critères essentiels

Le dossier technique sera évalué sur cent (100) points et selon les critères ci-après :

N°	Critères essentiels	Observation (nombre de points)
1.	Références du soumissionnaire	35
2.	Références du personnel et disponibilité	25
3.	Disponibilité du matériel et des équipements essentiels	20
4.	Méthodologie et le planning d'exécution des travaux ainsi que de la formation conformes aux Termes de référence	10
5.	Attestation de visite des sites signée sur l'honneur	10

N.B : Seuls les candidats qui auront totalisé à l'issue de l'évaluation, une note technique au moins égale à quatre-vingt sur cent, seront qualifiés à l'ouverture de leurs offres financières.

Le consultant sera choisi par la méthode de sélection qualité – coût (mieux disant) conformément aux procédures décrites dans le présent DAO. Le marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre aura obtenu la note finale la plus élevée.

La note finale N sera calculée par la combinaison pondérée des notes techniques et financières suivant la formule ci-après :

$$N = 70\% \times \text{Note technique (Nt)} + 30\% \times \text{Note financière (Nf)}$$

La note financière (Nf) est obtenue de la façon suivante :

Soit Fm le montant de la proposition la moins disante, sa note financière sera prise égale à 100 points. Les notes des autres soumissionnaires calculées à partir de la note financière de la proposition la moins disante sera obtenue par la formule :

$$Nf = 100 \times (F/Fm)$$

Fm = le montant de la proposition la moins disante

F = le montant de la proposition considérée

Le soumissionnaire présentant la note finale la plus élevée sera déclaré adjudicataire du marché.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la mieux disante, en incluant le cas échéant les rabais proposés

17. Nombre maximum de lots

Un candidat ne peut soumissionner et être attributaire que pour les lots dont il a été pré-qualifié.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant *90 jours* à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la porte N°232 sise au 2ème étage de l'Immeuble Ministériel N°2 à Yaoundé ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchépublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48,

Yaoundé, le **20 JUIL 2026**

LE MINISTRE DES DOMAINES, DU
CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIÈRES



Henri Eyehé Ayissi

Ampliations

- MINMAP (pour suivi)
- ARMP (pour publication)
- CIPM/MINDCAF (pour information)
- Affichage (pour information)
- Service des Marchés Publics (pour archivage)

**RESTRICTED NATIONAL
INVITATION TO TENDER, IN EMERGENCY PROCEDURE
NO.000004/RNIT/MINDCAF/CIPM/CCCM-SPI/2026 OF 20 JUL 2026
FOR THE PHYSICAL SECURITY OF SITES IN THE MBERE AND DJEREM
DIVISIONS AS PART OF THE INTEGRATED PLAN FOR THE SUBSTITUTION
OF AGRICULTURE AND FISHERIES (PIISAH) IN TWO (02) LOTS.**

Financing: MINDCAF PIB

Financial year: 2026

Head: 60 37 380 1 33000004 0411 522119

1. Subject of the invitation to tender

The Minister of State Property, Surveys and Land Tenure, Contracting Authority, launches a restricted national invitation to tender, in emergency procedure for the recruitment of a firm to provide physical security services for sites in the Djerem and Mbere Divisions as part of the Integrated Plan for the Substitution of Agriculture and Fisheries (PIISAH) in two (02) lots.

2. Nature of services

In accordance with the aforementioned objectives, the land and environmental surveys will be carried out through the main activities divided into three (03) missions, for each Lot, articulated as follows:

- Mission 1: Drawing up the implementation report;
- Mission 2: Drawing up a report on the work carried out;
- Mission 3: Production of the final report with graphic documents.

3. Division into lots :

The services are subdivided into two (02) Lots as follows:

For LOT 1

PHYSICAL SECURITY WORKS AT THE SITES IN THE MBERE DISTRICT COVERED BY LAND TITLES 1085/MBERE AND THE WAAH VILLAGE AREA			
N°	DESCRIPTION OF WORKS	UNIT	Qty
0	PREPARATORY WORK		
0.1	Research, collection and analysis of documents	Site	2
0.2	reconnaissance mission	Site	2
0.3	Operation of information and information and awareness-raising local communities	Site	2
SOUS TOTAL 0			

3
1

I	FIELD WORK		
1.1	Manufacture of physical security posts for Land Title 1085/Mbéré, including formwork and all related work.	post	1917
1.2	Installation of physical security posts for Land Title 1085/Mbéré, including formwork and all related work.	post	1917
1.3	Trail marking within the perimeter of Land Title 1085/Mbéré.	hm	1898
1.4	Manufacture of physical security posts for the Waah village area, including formwork and all related work.	post	300
1.5	Installation of physical security posts for the Waah village area, including formwork and all related work.	post	300
1.6	Research and reconstruction of the Waah village boundaries.	terminal	4
1.7	Trail marking within the Waah village perimeter.	hm	430
1.8	Signage for the Waah village.	panel	2
SUB-TOTAL I			
II	OFFICE WORK		
2.1	Calculation of the coordinates of the land title security posts 1085/Mbéré and the village of Waah	post	2217
2.2	Preparation of reports	report	3
2.3	Preparation of maps	map	2
2.4	Saving, duplicating and reproducing of final documents	Document	10
SUB TOTAL II			

For LOT 2 :

PHYSICAL SECURITY SERVICES FOR SITES IN THE DJEREM DEPARTMENT SUBJECT OF LAND TITLE 515/DJEREM			
N°	DESCRIPTION OF WORKS	UNIT	Qty
0	PREPARATORY WORK		
0.1	Research, collection and analysis of documents	site	1
0.2	reconnaissance mission	site	1
0.3	Operation of information and information and awareness-raising local communities	site	1

SUB TOTAL 0			
I	FIELD WORK		
1.1	Manufacture of the physical security posts for TF 515/Djerem, including formwork and all related work.	post	1465
1.2	Installation of the physical security posts for TF 515/Djerem, including formwork and all related work. Path marking around the perimeter of TF 515/Djerem.	post	1465
1.3	Signage for TF 515/Djerem.	hm	1465
SUB-TOTAL 1			
II	OFFICE WORK		
2.1	Calculation of the coordinates of the security posts for land title 515/Djerem	post	1459
2.2	Preparation of reports	report	3
2.3	Preparation of maps	map	2
2.4	Saving, duplicating, and reproducing final documents	Document	10
SUB TOTAL II			

The Consultant, of each of the Lots, will attach an executive summary of Mission 3 to the report.

1. Mission 1: Drawing up the implementation report

Focusing essentially on the study methodology, this assignment enables the Service Provider to ensure that the understanding of the service issues is well shared and to agree on the entire project management process.

The Consultant will produce a report which will highlight the following elements

- understanding/appreciation of the study perimeter (map of the perimeter on a scale of between 1/5000 and 1/400000) showing the project area ;
- proposed methodology for carrying out the project (with possible improvements);
- detailed programme of activities to be carried out (in the form of a draft work plan);
- personnel and definition of each person's tasks
- logistics to be implemented for the smooth running of the study;
- provisional timetable for carrying out the study and mobilising key personnel in the field;
- various appendices (individual survey sheets, lists of resource persons to be contacted, list of documents to be used, bibliography, etc.).

2. Mission 2: Drawing up a report on the work carried out

Based on the implementation report, this report will cover :

- A description of the boundary reconstruction work;
- Description of the physical security work.

3. Mission 3: Production of the final report

On the basis of the work carried out by the Service Provider, a land map of the sites housing the land reserves will be drawn up, including:

- supporting report setting out all the work carried out;
- Graphic documents drawn up on a scale of between 1:5000 and 1/10000 or on any other scale to be agreed with the authorities.

4. Provisional deadline and place of delivery

The duration of the assignment is five (05) months for each of the Lots, starting from the date of notification of the service order.

The places of delivery are the DJEREM and MBERE Divisions.

5. Estimated cost

The estimated cost of the operation is FCFA three hundred forty-one million eight hundred forty-six thousand four hundred twenty-five (341,846,425), broken down as follows:

- For Lot 1, an amount of FCFA two hundred and six million nine thousand one hundred and forty-one (206,009,141);
- For Lot 2, an amount of FCFA one hundred thirty-five million eight hundred thirty-seven thousand two hundred eighty-four (135,837,284).

6. Participation and origin

Participation in this call for tenders is open to candidates on the following shortlists:

➤ For Lots 1

N°	Names of pre-qualified enterprises	Adresse
1.	CAGEO CBTP	BP : 34 548 Yaoundé, Tel : 242 71 67 30 ;
2.	POLYGONE SARL	BP : 33 872 Yaoundé, Tel : 696 564 095 ;
3.	A.T.E.C.S	BP : 34 807 Yaoundé, Tel : 672 289 728 ;
4.	GLONAS LTD	BP : 6036 Yaoundé, Tél : 693 27 21 93.

➤ For Lot 2

N°	Names of pre-qualified enterprises	Adresse
1.	POLYGONE SARL	BP : 33 872 Yaoundé, Tel : 696 564 095 ;
2.	ENGINEERING PROVIDER	BP : 34743 Yaoundé, Tél : (237) 677 12 73 27 ;

3.	A.T.E.C.S	BP : 34 807 Yaoundé, Tel : 672 289 728.
----	-----------	---

7. Financing

The services which form the subject of this quotation request are financed by the MINDCAF Public Investment Budget - Financial year 2026, Head: 60 37 380 1 33000004 0411 522119.

8. Submission method

The submission method chosen for this consultation is *online submission*.

9. Bid bond

Each bidder shall include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond issued by a first-rate banking institution authorised to issue bonds for public contracts, approved by the Ministry in charge of Finance and whose list is found in document 13 of the Tender File, of an amount

- *Two million sixty thousand one hundred (2,060,100) CFA francs for Lot 2;*
- *One million three hundred and fifty-eight thousand four hundred (1,358,400) CFA francs for Lot 2;* and valid up to thirty (30) days beyond the date of validity of bids. 'The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be accepted.

10. Consultation of tender file

The hard copy of the file may be consulted free of during working hours at door No. 232 located on the 2nd floor of the Ministerial Building No.2 in Yaoundé.

The soft copy can be consulted on COLEPS' platforms <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> at the ARMP website (www.armac.cm).

11. Acquisition of tender file

The file can be obtained at door No.232 located on the 2nd floor of the Ministerial Building No.2 in Yaoundé, upon publication of this notice, upon presentation of the receipt of payment of a non-refundable sum of FCFA one hundred and fifty thousand (150 000) FCFA paid to the Treasury.

It is also possible to obtain the electronic version of the file by downloading it free of charge from the addresses indicated above for electronic version. However, hard copy as well as electronic submission shall be subject to the payment of TF purchase fees.

12. Submission of bids

Each tender, drawn up in French or English copies marked as such plus a sample financial offer destined for ARMP, must be received online on the COLEPS platform, no later than 12 pm on 3 July 2026. A back-up copy of the offer recorded on a USB key or CD/DVD must be submitted in a sealed envelope clearly and legibly marked "back-up copy", by the deadline, in addition to the following mention:

***"RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY
PROCEDURE N° 000004/RNIT/MINDCAF/CIPM/CCCM-SPI/2026 OF -2- JUL 2026
----- FOR THE PHYSICAL SECURITY OF SITES IN THE DJEREM
AND MBERE DIVISIONS AS PART OF THE INTEGRATED PLAN FOR
THE SUBSTITUTION OF AGRICULTURE AND FISHERIES (PIISAH) IN
TWO (02) LOTS.***

To be opened at the tender evaluation session"

NB: File size and format

For online submission, the maximum sizes of the documents that will transit on the platform and constitute the tenderer's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Applicants may use compression software to reduce the size of the files to be sent.

13. Admissibility of bids

Administrative documents and technical and financial bids must be submitted in different and separate sealed envelopes.

The following shall be inadmissible by the Project Owner: -

- Bids revealing the identity of the bidder;
- Bids received after the date and time for submission;
- Bids with indication on the identity of the invitation to tender;
- Bids non-compliant with the bidding method.

Any incomplete offer in accordance with the requirements of the tender documents shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a first-rate body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public contracts or failure to comply with the model documents in the tender documents shall result in the outright rejection of the tender without any appeal. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered to be absent. A bid bond submitted by a tenderer during the tender opening session is inadmissible.

It should be noted that, in addition to the number of copies of the financial bid required, the tenderer shall submit one copy of this financial bid in a sealed envelope to serve as a sample offer, marked as such and intended for the body responsible for regulating public contracts for safekeeping. Failure to submit this sample bid will result in the inadmissibility of the bid of the candidate concerned, as soon as the bids are opened by the Tenders Board.

14. Opening of bids

The bids shall be opened in two phases:

- i) Administrative and technical bids, shall be opened on the 13 April 2020 at 1pm, in the conference room located on the 2nd floor of the Ministerial Building No.2 in Yaoundé, door N°235. Only bidders can attend or be duly represented by a person of their choice.
- ii) Opening of financial offers of successful tenderers after the technical evaluation, shall be done upon approval technical evaluation report.

15. Evaluation criteria (for each Lot)

15.1. Eliminary criteria

- forged documents or false statements;
- failure to provide a stamped tender bond, accompanied by the CDEC receipt, or non-compliance with this requirement at the time of opening the tenders;
- failure to provide an administrative document, or non-compliance with the requirements for such a document, after the expiry of the statutory 48-hour period following the opening of the tenders;
- absence of the sworn statement in which the tenderer certifies that they have not abandoned a contract during the past three (03) years (2023, 2024, 2025) and that they do not appear on the list of defaulting companies;
- technical score of less than 80 out of 100 points;
- lack of financial capacity of at least 65 million CFA francs for Lot 1 and 45 million CFA francs for Lot 2;
- absence of a unit price specified in the tender documents;
- absence of a reference financial bid intended for the ARMP;
- inclusion of financial information in the technical or administrative bid;
- absence of a dated and signed integrity charter;
- failure to provide a dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses;
- non-compliance with the submission procedure;
- failure to comply with the file format for bids (online submission);
- failure to provide a backup copy in the event of a malfunction of the COLEPS platform.

15.2. Essential criteria

The essential criteria will relate to the headings below:

N°	Essential criteria	Observation (nombre de points)
1.	Tenderer's references	35

2.	Personnel references and availability	25
3.	Availability of essential materials and equipment	20
4.	Methodology and the schedule for carrying out the works and training, in accordance with the Terms of Reference	10
5.	Certificate of site visit signed on one's honour	10

N.B: Only candidates who have totaled at the end of the evaluation a technical score of not less than 80/100 will be qualified for the opening and examination of their financial offers

The consultant will be chosen by the quality - cost selection methodology (best described) in accordance with the procedures described in this Tender file. The contract will be awarded to the tenderer whose tender has obtained the highest final score.

Final grade N will be calculated by the weighted combination of technical and financial notes in the following formula:

$$N = 70\% \times \text{Technical score (Nt)} + 30\% \times \text{Financial score (Nf)}$$

The financial score (Nf) is obtained as follows:

If Fm is the lowest bid amount, the financial score will be equal to 100 points. The scores of other bidders calculated from the lowest bidder financial score will be obtained by the formula:

$$Nf = 100 \times (Fm/F)$$

Fm = the amount of the lowest bid

F = the amount of the proposal under consideration

The tenderer with the highest final score will be declared the winner of the contract.

16. Award

The Contracting Authority shall award the Contract to the tenderer whose tender has been found to be substantially in conformity with the tender file and which has the technical and financial capacity to perform the Contract satisfactorily and whose offer has been rated the lowest, including, where appropriate, the discounts offered.

17. Maximum number of lots:

A candidate may only tender for and be awarded the lots for which he has been pre-qualified.

18. Period of validity of bids

Bidders shall remain committed by their bids for 90 days from the initial deadline set for the submission of bids.

19. Further information

Additional information can be obtained during working hours at room No.232 located on the 2nd floor of the Ministerial Building No.2 in Yaoundé or online on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchépublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

20. Fight against corruption and malpractices

To report corrupt practices, facts or acts, please call CONAC on 1517, the Authority in Charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, ARMP.

Yaoundé, the **20 JUL 2026**

THE MINISTER OF STATE PROPERTY,
SURVEYS AND LAND TENURE.

Copies to:

- MINMAP
- PCRA
- MINDCAF
- Chairperson ITB/MINDCAF
- Notice boards



Henri Eyehé Ayissi